

# Syndicat Mixte du Pays Haut Languedoc et Vignobles

PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 19 SEPTEMBRE 2005

Conseil Général de l'Hérault, Béziers

**Présents :** **G.AFFRE** (Comm.Communes St-Chinianais), **J.ARCAS** (Conseil Général Hérault), **JN.BADENAS** (Conseil Général Hérault), **G.BARO** (Comm.Communes Orb & Taurou), **M.L. EDO** (comm.communes Les Monts d'Orb), **M.BOUBIS** (Comm.communes Entre Lirou & Canal du Midi), **F.BOUTES** (Conseil Général Hérault), **J.CABROL** (Comm.communes Pays Saint-Ponais), **J.P. ROUANET** (comm.communes Pays Saint-Ponais), **Y.CASSILI** (Comm.communes Monts d'Orb), **JL.FALIP** (Conseil Général Hérault), **Y.FRAÏSSE** (Commune d'Aigne), **C.GINESTE** (Comm.communes Orb & Gravezon), **J.HUC** (Comm.communes Coteaux & Chateaux), **A.MARTINEZ** (Conseil Général Hérault), **K.MESQUIDA** (Conseil Général Hérault), **M.OLMOS** (Commune d'Azillanet), **Y. FRAISSE** (Secteur géographique + de 5000 habitants), **R.PAILLES** (Conseil Général Hérault), **G.ROUDIER** (Comm.communes Orb & Taurou), **F.TARBOURIECH** (Comm.communes Orb & Jaur), **H.TASSIS** (Commune du Poujol/Orb), **R.TROPEANO** (Conseil Général Hérault), **G. MARCOUIRE** (Conseil Général de l'Hérault)

**Représentés :** **M. GIL** (comm.communes Orb & Taurou) représenté par **G. ROUDIER**, **N.ETIENNE** (Comm.communes Orb & Taurou) représenté par **G. BARO**.

**Excusés :** **D. CALMETTE** (comm.communes Orb & Jaur)

Francis Boutes, Président du Syndicat Mixte, accueille les participants ; Il remercie Mme Peyrard, Receveuse à la Perception de Saint-Pons de Thomières, d'assister aux travaux du Comité Syndical. Le quorum étant atteint, il déclare la séance ouverte et rappelle l'ordre du jour :

1. Approbation du PV de la précédente réunion.
2. Informations au Comité Syndical.
3. Rapports à l'ordre du jour
  - 3.1. Délégation de pouvoirs au Président et aux Vice-Présidents
  - 3.2. Intégration des chartes intercommunales au sein du Syndicat Mixte du Pays
  - 3.3. Signature du contrat de Pays avec la Région et le Département
  - 3.4. Convention de partenariat avec le Comité Départemental du Tourisme
  - 3.5. Création d'un poste de directeur des services
  - 3.6. Action culturelle : Festivals du Pays

## **1 - Approbation du PV de la précédente réunion**

Le procès-verbal de la précédente réunion est adopté à l'unanimité, R. Paillès soulignant que lors de l'élection des vice-présidents, il n'était pas candidat bien qu'ayant obtenu une voix.

Le PV est adopté.

## **2 - Informations au Comité Syndical.**

F.Boutes informe le Comité Syndical que le Syndicat Mixte fonctionnera jusqu'à fin 2005 sans budget propre, compte tenu de l'absence de ressources propres au Syndicat Mixte en 2005 : pas de cotisations des communes et communautés de communes, pas de dotation du Conseil Général.

K.Mesquida, premier Vice-Président, informe le Comité Syndical de sa rencontre avec le nouveau Préfet de l'Hérault, Préfet de Région, au cours de laquelle il a, notamment, évoqué le problème inhérent à la communauté de communes Les Sources, non adhérente au Pays malgré la volonté de quatre des cinq communes qui la composent ; un courrier sera adressé par chaque Maire au Président de la communauté de communes afin de mettre l'adhésion au Pays à l'ordre du jour d'un prochain conseil communautaire.

La possibilité d'une fusion entre les communautés de communes «Coteaux et châteaux» et «Pays de Thongue» a également été abordée.

## **3 - Rapports à l'ordre du jour**

Six rapports sont soumis à l'examen des membres du Comité Syndical.

### **3.1 - Délégations de pouvoirs au Président et aux Vice-Présidents**

Le Code Général des Collectivités Territoriales (art.L2122-22) dispose que le Président du Syndicat Mixte peut, par délégation du Comité Syndical, être chargé de diverses compétences, dans un souci d'efficacité pour une bonne gestion courante des affaires du syndicat ; il s'agit, notamment des compétences suivantes :

- 1) Affectation des propriétés du Syndicat mixte utilisées par les services du Syndicat ;
- 2) Fixation des tarifs des services assurés en régie ou des services au public gérés par le Syndicat, et des droits prévus au profit du Syndicat qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 3) Réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passation des actes nécessaires ;
- 4) Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui ne nécessitent pas de formalités préalables en raison de leur montant ;
- 5) Conclusion et révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6) Passation des contrats d'assurances ;
- 7) Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du Syndicat ;
- 8) Acceptation de dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions ni de charges ;
- 9) Décision d'aliénation de gré à gré de bien mobiliers jusqu'à 4.600 € ;
- 10) Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- 11) Actions en justice au nom du syndicat, défense le syndicat dans les actions intentées contre lui, dans les cas définis par le comité syndical.

Par ailleurs, le suivi des missions complémentaires ainsi déléguées est régi par le Code Général des Collectivités Territoriales (art.L2122-23) qui précise que :

- les décisions prises en application de ces délégations doivent être signées personnellement par le Président ou par les vice-Présidents délégués ; ceux-ci doivent rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Comité Syndical ;
- les décisions prises par le Président sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Comité Syndical portant sur les mêmes objets ;
- le Comité Syndical peut toujours mettre fin à la délégation.

Le Comité Syndical convient à l'unanimité :

- d'attribuer à Monsieur le Président les délégations ci-dessus énoncées et de l'en charger,
- d'attribuer à Messieurs les Vice-présidents les délégations pour les alinéas 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

### **3.2 - Intégration des chartes intercommunales au sein du Syndicat Mixte du Pays**

La mise en place du Syndicat Mixte du Pays Haut Languedoc et Vignobles prévoit l'intégration au 1<sup>er</sup> janvier 2006 de quatre associations de développement et d'aménagement (Coteaux Orb-Vernazobres, Thongue-Libron-Peyne, Pays d'Orb, Minervois), du Syndicat Mixte du Pays de Saint-Pons-Somail-Espinouse-Caroux, ainsi que de l'association de Préfiguration du Pays Haut Languedoc et Vignobles.

Cette intégration porte sur les moyens humains, techniques et financiers des structures concernées, selon un protocole qui sera paraphé par les parties, précisant le contenu de ce transfert : patrimoine immobilier et mobilier, contrats de travail, contrats divers, avoirs et dettes au 31 décembre 2005.

Le Comité Syndical approuve à l'unanimité le principe et les modalités d'intégration de chacune de ces structures :

- notification de cette volonté d'intégration avec envoi d'un procès-verbal de transmission,
- acceptation du principe d'intégration par les structures et renvoi du PV de transmission au Syndicat Mixte ;
- approbation par le Comité Syndical dudit PV précisant le contenu de l'intégration.

Concernant le Syndicat Mixte du Pays de Saint-Pons-Somail-Espinouse-Caroux, le Comité Syndical devra décider de sa dissolution.

Afin que cette intégration soit effective au 1<sup>er</sup> janvier 2006, le Comité Syndical autorise le Président à engager sans tarder ce processus auprès des structures concernées.

Au delà des aspects liés au transfert de personnel, K. Mesquida informe le Comité Syndical que la communauté de communes du Saint-Ponais a pris la compétence «Petite Enfance» et pourra donc la transférer au Syndicat Mixte de Pays.

### **3.3- Signature du contrat de Pays avec la Région et le Département**

F.Boutes rappelle que, dès la reconnaissance du Pays, il a signé avec l'Etat le contrat-cadre, permettant de pouvoir bénéficier, pour la durée restant à courir du Contrat de Plan Etat-Région, soit jusqu'au 31 décembre 2006, de cofinancements de l'Etat et de la Région.

Ce contrat-cadre doit être co-signé par la Région Languedoc-Roussillon, mais également par le Département de l'Hérault, partenaire important du projet territorial du Pays, qui ont décidé d'apporter leur soutien au projet territorial du Pays.

Une convention financière particulière listant les opérations retenues conjointement par les partenaires sera établie, précisant les conditions et les règles d'attribution des aides financières à des opérations à réalisation durant l'année en cours.

Le Comité Syndical autorise le Président à signer le dit contrat-cadre et les conventions financières particulières.

J. Arcas rappelle que le schéma régional de développement touristique se met actuellement en place avec un risque de gel de crédits, qu'il conviendrait d'anticiper.

### **3.4- Convention de partenariat avec le Comité Départemental du Tourisme**

Le Comité Départemental du Tourisme s'est vu confier par le Conseil Général une mission de coordination des politiques territoriales du tourisme et la mise en place d'un nouveau dispositif d'appui à l'animation et la coordination des destinations touristiques ; il se propose d'affecter au Pays un animateur touristique territorial, chargé des missions suivantes :

- au niveau territorial :
  - coordination de la mise en œuvre du schéma de développement touristique 2005-2010 sur les destinations « Haut Languedoc » et « Vignobles »,
  - contribution à l'animation des réseaux de partenaires touristiques, à la réalisation d'études relatives à l'activité touristique sur le territoire,, à l'accueil des porteurs de projets touristiques sur le territoire, à la maîtrise d'œuvre d'actions collectives dans la qualification de l'offre, la communication, la promotion.
- au niveau départemental : pilotage et relais des actions du CDT sur le territoire, en termes de déclinaison des priorités du schéma départemental sur le territoire et d'interface pour toutes les actions localisées du CDT: schéma d'information, charte graphique, signalisation, observation, ...

Ce chargé de mission sera placé sous la coordination technique du Pays, le CDT en assumant la responsabilité juridique et en assumant l'intégralité des charges liées au salaire. Le Syndicat Mixte du Pays s'engage, en contrepartie, à assumer les charges relatives à l'accueil et au fonctionnement du chargé de mission (locaux, moyens matériels, déplacements).

Considérant qu'un axe fort est développé dans le cadre du contrat de Pays, au titre de la professionnalisation du tourisme, le Comité Syndical, à l'unanimité, autorise le Président à signer la dite convention, qui formalisera ce partenariat pour une durée de trois ans.

### **3.5 - Création d'un poste de directeur des services**

Le Comité Syndical agréé à l'unanimité l'ouverture du tableau des effectifs, avec la création d'un poste de Directeur Général des Services, poste qui sera pourvu au 1<sup>er</sup> janvier 2006 par un cadre de catégorie A, par voie statutaire, assurant les missions suivantes :

- direction générale du Syndicat Mixte,
- élaboration, mise en œuvre et suivi de la stratégie territoriale du Pays,
- élaboration et exécution du budget du Syndicat Mixte,
- gestion des ressources humaines,
- montage de plans de financement et recherche de cofinancements.

### **3.6 - Action culturelle : Festivals du Pays**

Le Pays Haut Languedoc et Vignobles, intégrant les chartes intercommunales du territoire, doit également assurer la poursuite des actions inscrites au contrat de Pays, dont certaines ont été menées par ces associations depuis de nombreuses années.

Il s'agit, pour le Pays, simultanément :

- de proposer à la population du territoire des événements culturels originaux et de qualité,
- de renforcer l'identité du territoire par une programmation culturelle adaptée, à l'échelle des villages,
- de mobiliser les acteurs locaux dans une dynamique intercommunale pour la réalisation d'un projet commun et partagé dans un large partenariat,
- d'assurer à ces événements une vocation de vecteur de communication du Pays.

Deux premières actions sont d'ores et déjà en cours de programmation :

1 - **Hivernales du Rire et du Vin** : dédiées au théâtre d'humour, à la musique, au cirque et à la danse, les Hivernales, dans leur édition 2006, se réaliseront sur la Haute Vallée de l'Orb et le Roujanais, en partenariat avec cinq communautés de communes et quatre communes. Elles comprendront 8 soirées-spectacles avec dégustation de vins et produits du terroir, de «tchatches à vin», de visites de caveaux vigneronnes suivies de dégustations animées, sélection d'une Cuvée des Hivernales.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'élève à 87 000 € comme suit :

- Conseil Général de l'Hérault.....	40.000 €
- Conseil Régional Languedoc-Roussillon ....	20.000 €
- Recettes.....	12.000 €
- Autofinancement .....	15 000 €

2 - **Festival Musiques au Cœur du Vignoble** : basé sur l'identité territoriale musique-patrimoine-vin, ce Festival, pluriel par ses choix musicaux (musique classique, baroque, chanson française, jazz, humour), associe, lors de 10 soirées (15 mai au 15 juin), la musique au patrimoine architectural et à la culture vigneronne (temps forts de convivialité, dégustations de vins et de produits locaux) ; il contribue, par ailleurs, à conforter l'action des prestataires touristiques du territoire en matière d'animation et d'offre culturelle.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'élève à 104.000 €, comme suit :

- Conseil Général de l'Hérault.....	44.000 €
- Europe (Leader +).....	22.000 €
- Recettes..	8.000 €
- Autofinancement.....	30.000 €

étant précisé que l'autofinancement intègre les cofinancements des communes participantes.

Le Comité Syndical se prononce favorablement sur le principe de la maîtrise d'ouvrage de ces actions par le Syndicat Mixte et autorise le Président à déposer des dossiers de demande de subvention.

Il est cependant insisté, pour ce type d'opérations, sur les nécessités :

- de renforcer l'image du Pays en matière de d'identité et de communication commune,
- d'apprécier de manière raisonnable les recettes, afin de réduire les risques de déficit,
- limiter l'autofinancement du Pays, hormis la mise à disposition de personnel.

\* \* \*

L'ordre du jour étant épuisé, Francis Boutes clôture la séance à 19h20.

\* \* \*